



La contribution de l'armée de Terre à la normalisation: l'exemple ivoirien

cahier de la pensée mili-Terre

le lieutenant (CR) Antoine TISSERON

publié le 21/06/2018

Histoire & stratégie

Au Mali, les unités de l'armée de Terre française sont engagées dans des opérations relevant pour certaines d'entre elles de la stabilisation et pour d'autres de la normalisation. D'un côté, elles cherchent à diminuer puis contenir la violence pour créer les conditions du retour à la paix, de l'autre elles veillent à la «mise en place» et à l'«affermisssement d'un système politique, juridique et social durable et accepté par les protagonistes du conflit»[1]. Complexes, ces missions imposent des modes d'action particuliers qui ne sont pas à proprement parler guerriers, mais n'en sont pas moins exigeants pour la force, avec des acteurs politiques et militaires parfois peu prompts à organiser des élections ou favoriser une transition remettant en cause leur pouvoir et leurs ressources. Chaque théâtre impose ses contraintes propres et requiert des solutions spécifiques. Cependant, l'exemple de la force Licorne en Côte d'Ivoire illustre la manière dont des forces terrestres peuvent contribuer à une phase de normalisation pour accompagner la transition d'une situation de guerre à une situation de paix.

[1] Gagner la bataille. Conduire la paix, FT-01, CDEF, janvier 2007, pp. 12-13.

Une situation fragile

Le 6 avril 2005, les principaux acteurs de la crise ivoirienne se réunissent à l'invitation du président sud-africain Thabo Mbeki pour trouver une solution politique à la crise. Cette médiation permet la signature des accords de Pretoria, destinés à mettre fin à la division du pays entre un nord aux mains des rebelles et un sud contrôlé par Laurent Gbagbo. Pour cela, ils prévoient concrètement une relance des négociations sur le désarmement et fixent les modalités de l'élection présidentielle prévue en octobre 2005. Lorsque le mandat constitutionnel de Gbagbo prend fin le 30 octobre 2005, aucune nouvelle élection n'a toutefois eu lieu en raison de la persistance des blocages. Jugeant que les conditions nécessaires à la tenue d'un scrutin ne sont pas réunies, les Nations unies maintiennent Gbagbo au pouvoir, même si celui-ci doit composer avec Charles Konan Banny, Premier ministre intérimaire désigné par la communauté internationale, et un groupe de travail international (GTI) chargé de superviser la transition[1].

Le président ivoirien prend cependant ses adversaires à contre-pied en marginalisant la communauté internationale. Contrairement à ce que lui demande le GTI, Laurent Gbagbo refuse de se rendre à une réunion de haut niveau à New York le 20 septembre 2006. Dans la foulée, il dénonce les accords et les résolutions de l'ONU, réfute les forces internationales et annonce la proposition imminente à l'Union africaine d'une solution interafricaine de sortie de crise. Le 20 décembre, il propose, dans un discours télévisé «l'instauration, en vue du désarmement et de la réunification du pays, d'un dialogue direct avec la rébellion». Après un refus initial, Guillaume Soro, le chef des Forces nouvelles, accepte. Parrainées par le président burkinabé Blaise Compaoré, les négociations aboutissent à la signature de l'accord de Ouagadougou le 4 mars 2007. Soro devient Premier ministre et Gbagbo conserve son fauteuil présidentiel. La phase de normalisation commence.

Le 16 avril 2007, la réunification du pays commence. Le check point de Djébonoua, entre Yamoussoukro et Bouaké, est progressivement démantelé même si des combattants maintiennent plusieurs mois un contrôle des passages. Le 30 juillet, une grande cérémonie dans le stade de Bouaké est organisée pour marquer la fin du conflit. 30.000 personnes, rebelles, jeunes patriotes ou anonymes, accueillent le Président et son Premier ministre avec une grande ovation. «Nos turpitudes nous ont conduits à la guerre mais la paix est là», affirme Guillaume Soro – qui a échappé à un attentat le 29 juin – du haut de la tribune dressée sur la pelouse et décorée aux couleurs ivoiriennes. «Je décrète Bouaké capitale de la paix» continue-t-il. De son côté, Laurent Gbagbo, après avoir souligné l'importance du «dialogue direct» sans interférences extérieures et de l'accord signé à Ouagadougou, déclare que «la guerre est finie» puis appelle à des élections.

La cérémonie de la flamme de la paix ne fait toutefois pas illusion longtemps. Fin décembre, des éléments des Forces nouvelles envahissent à plusieurs reprises Bouaké pour demander le paiement de leur solde. Surtout, le processus de sortie de crise patine. Les points de friction sont au nombre de deux: la désignation de l'opérateur indépendant chargé de coordonner les opérations d'identification en vue des élections, et le désarmement des groupes armés. Quatre accords complémentaires sont signés à Ouagadougou, mais sans réel effet. Soro et Gbagbo rejettent la faute sur l'autre, chacun profitant d'une situation lui permettant de rester au pouvoir[2]. En dépit de cette inertie, les casques bleus de l'ONUCI et les soldats français de l'opération Licorne se retirent entre mi-avril et mi-septembre 2007 de la zone de confiance coupant le pays en deux depuis 2002. Des brigades mixtes composées de troupes gouvernementales, d'anciens rebelles et de policiers de l'ONU prennent le relais et forment une «ligne verte» composée en principe de 17 postes d'observation s'appuyant sur des moyens logistiques très faibles.

Avec le démantèlement de la zone tampon, l'administration revient dans le nord sans pour autant entraîner un réel transfert d'autorité. «La situation politique dans le nord de la Côte d'Ivoire», analysent en effet en octobre 2009 les experts de l'ONU, «ressemble plus à l'heure actuelle à une économie de chefs de guerre qu'à une administration gouvernementale qui fonctionne». En dépit du retour des autorités locales, les commandants de zone contrôlent la population, l'administration et l'économie. «Ils

exploitent et exportent les ressources naturelles [...] et perçoivent des taxes sur le commerce routier et des services apparemment publics, y compris l'électricité, que le gouvernement ivoirien fournit gratuitement à la population». Tout aussi inquiétant si ce n'est davantage, chaque camp se prépare à l'affrontement. «Malgré l'embargo sur les armes», poursuivent les experts de l'ONU, «les parties ivoiriennes dans le nord et le sud se réarment ou se rééquipent de façon connexe»[3].

Les missions de Licorne

Entre 2005 et 2010, les différents mandats de la force Licorne ont deux missions principales. La première s'inscrit dans le cadre de l'article 8 de la résolution 1739 du conseil de sécurité des Nations unies. Il s'agit de soutenir l'ONUCI en intervenant à son profit et sur demande en tant que force d'action rapide. Dans cette perspective, les commandants de l'ONUCI et de Licorne se rencontrent au moins une fois par semaine et, à partir de mars 2007, ils se réunissent également avec les commandants des forces ex-belligérantes. Les deux états-majors, PCIAT et Force Headquarters (FHQ), ont également un contact hebdomadaire régulier qui implique, en particulier, les officiers français insérés dans les unités de l'ONUCI. Il est destiné à partager l'information et à coordonner les éventuelles opérations. Ces échanges sont complétés par l'action des détachements de liaison (DL). Coordonnés par un chef des DL, ils sont placés auprès du FHQ, des états-majors des brigades et de chaque bataillon de l'ONUCI. Localement, l'articulation entre l'ONUCI et la force Licorne repose sur le positionnement des unités et la proximité entre les éléments des contingents avec, lorsque les moyens et la mission le permettent, un soutien au plus près des casques bleus avec des zones de déploiement proches.

En parallèle de sa mission de soutien à l'ONUCI, la force Licorne contribue à la normalisation de la Côte d'Ivoire. Cette mission prend différentes formes selon les périodes, en fonction des avancées ou non des discussions entre les belligérants. Lors des phases de tensions, comme durant les trois premiers mois de l'année 2005, la manœuvre est centrée sur une forte présence dans l'ancienne zone démilitarisée séparant les belligérants, au moyen de longues patrouilles visant à prévenir toute entreprise déstabilisatrice et à acquérir des renseignements complémentaires de ceux apportés par les DL. Sur des objectifs ponctuels, la section de recherche est également sollicitée. Les dialogues avec les acteurs ivoiriens sont d'ailleurs autant d'occasions d'appréhender l'ambiance dans la zone d'action de l'unité mais aussi d'expliquer la position de la France, voire de diffuser des messages sur la conduite de l'action de son gouvernement et de la force Licorne. Parfois tendus, ces contacts directs permettent d'atténuer les tensions et de dissuader les acteurs de la crise de reprendre le combat en affichant la fermeté du groupement et sa détermination.

La mise en œuvre de l'embargo sur les armes, décidée par le vote de la résolution 1584 du 1^{er} février 2005 et confiée en zone nord à la force Licorne, est une autre occasion de recueillir du renseignement. Pour faire accepter les contrôles par le chef d'état-major des forces armées des Forces nouvelles (FAFN), ils sont présentés comme un moyen de donner un signal fort de bonne volonté à la communauté internationale et menés progressivement, de sorte que les FAFN valident la procédure adoptée afin de ne pas susciter de tensions avec une démarche pouvant être perçue comme autoritaire. Peu à

peu, le rythme des visites d'unités est alors accéléré et les contrôles sont élargis à l'extérieur de Bouaké, permettant à Licorne de s'informer sur les unités FAFN, leur organisation, leur armement, leur moral et aussi leurs insuffisances[4].

Les opérations de présence

Avec les progrès politiques et le démantèlement de la zone tampon, les opérations de présence (OP) constituent le mode d'action privilégié de la force Licorne. Initialement conçues par le Général Clément-Bollée comme des démonstrations de force incluant une recherche du renseignement[5], elles évoluent vers un appui au processus de normalisation. Loin d'être secondaires, «ce sont de véritables opérations militaires planifiées, coordonnées et réalisées selon des objectifs politiques et opérationnels, visant à acquérir le renseignement d'ambiance et sécuritaire qui permettra à la force d'être en mesure de s'engager sur l'ensemble du territoire, dans les meilleures conditions et les plus brefs délais, pour soutenir l'ONUCI»[6], alors que la force était absente de certaines régions du théâtre depuis plusieurs années.

D'une durée de deux semaines en général, les OP consistent à mettre en synergie les capacités de la force relevant de la restauration de la confiance que sont les actions civilo-militaires (ACM), le génie, le soutien santé et les opérations militaires d'influence (OMI). Conséquence de la faible durée de chaque opération, mais aussi car elles sont perçues comme plus efficaces que les projets importants à la dimension affective souvent forte, les petites ACM rapides à mener (réfection d'une école, construction d'un pont...) sont privilégiées par le commandement. Pour renforcer l'efficacité des OP dans le cadre de la normalisation, les combattants ivoiriens sont dans la mesure du possible associés. Ainsi, le bataillon Licorne du mandat 22 (octobre 2009-février 2010) intègre des éléments des forces de défense et de sécurité (FDS) à ses OP de moyenne durée. En moyenne, huit à neuf OP sont réalisées par chaque GTIA durant la période 2007-2008 à la demande du commandement de théâtre, auxquelles s'ajoutent les OP exécutées à l'initiative des chefs de GTIA. Pour assurer la cohérence de l'ensemble, le commandement de Licorne crée au sein de l'état-major un poste de sous-chef et une fonction «environnement» regroupant le Jg et les OMI[7].

Dans la ville d'Abidjan, les missions sont globalement comparables à celles réalisées dans le reste du pays. Il s'agit à la fois de contribuer à la sécurisation du camp de Port Bouët, de fournir des éléments d'intervention (un état-major tactique et deux sections d'alerte à trois heures) pour intervenir dans Abidjan ou sur le reste du théâtre ivoirien au profit d'un GTIA et, quotidiennement, de rechercher du renseignement d'ordre civil, politique ou militaire. A ces missions principales s'en ajoutent d'autres plus ponctuelles: sécurisation des opérations de déchargement ou de chargement dans le port d'Abidjan (principalement au moment des relèves), escortes de convois logistiques, formation d'une unité d'alerte au profit des éléments de l'ONUCI contrôlant l'embargo mis en place par la communauté internationale. Certaines particularités sont cependant inhérentes à la capitale économique, à commencer par la présence d'une population nombreuse et prompte aux manifestations violentes sous l'effet des rumeurs. Les OP de la période 2007-2008 nécessitent ainsi une adaptation des modes d'action. En raison de l'importance des sources de renseignement présentes dans la ville, les unités sont

cantonnées dans le renseignement d'ambiance, tandis que des contacts progressifs sont noués avec les «corps habillés»[8], puis les autorités administratives, enfin avec la population locale par le biais d'activités sportives ou culturelles suivant une répartition par compagnie puis par section. À noter que ces activités ne sont pas sans risques, en premier lieu «celui de se faire instrumentaliser ou manipuler» ou de «se substituer aux structures existantes». De même, et à moins de mettre bas les efforts déjà réalisés, rappelle le Général Yves Jacops «il ne faut ni créer d'habitudes ni abandonner les gens une fois le contact établi»[9].

Des mandats exigeants

Pour les jeunes commandants d'unité et chefs de section, les OP sont particulièrement exigeantes. Occasions d'exercer leur commandement dans un environnement interarmes et loin de leur base, elles les placent devant leurs responsabilités de cadre pendant une durée relativement longue, imposant une discipline en matière de comportement, de relations humaines, d'organisation et d'intelligence de situation. Les OP ne sont en effet «pas des opérations anodines et sont plus risquées qu'il n'y paraît car il s'agit de conserver une totale liberté d'action pour obtenir le renseignement indispensable à toute action future sans heurter les populations et en créant les conditions d'un retour à une situation normale»[10]. Alors que tout dérapage peut avoir des conséquences fortes, non sans rappeler la notion de caporal stratégique développée par le Général des Marines américains Charles Krulak, l'aptitude des officiers à mener des OP ne s'improvise donc pas. Elle se prépare à travers une formation, des entraînements, mais aussi des contacts entre jeunes chefs de section, chefs de section plus anciens et commandants d'unité, ou encore entre jeunes officiers et sous-officiers expérimentés.

Intervenant initialement pour la protection des ressortissants de la communauté internationale, la force Licorne a également été amenée à adopter des modes opératoires très différents compte tenu des situations. Coercition lors des affrontements de Duékoué ou de Man, maîtrise de la violence sur le reste du territoire avec notamment des actions de contrôle de foule à Abidjan, Bouaké ou Alangouassou, les soldats français ont dû à la fois gérer la montée des tensions et être capables d'y répondre en étant crédibles pour limiter au maximum l'emploi de la force[11]. Les mandats après la signature de l'accord de Ouagadougou ne sont en effet pas à proprement parler des «mandats guerriers», même si les groupements sont amenés à ouvrir le feu. L'accent est mis sur l'apaisement et la maîtrise de la force. Au quotidien, il s'agit essentiellement de dissuader les belligérants de reprendre le combat par des démonstrations de force et une attitude ferme, puis d'accompagner le processus de paix.

Dans ce contexte, il importe de garder à l'esprit la fragilité de la situation et l'indispensable réversibilité des modes d'action, des comportements et des équipements. Les compagnies doivent pouvoir passer d'une organisation légère à la mise en œuvre rapide de leurs armes d'appui afin de pouvoir répondre de manière adéquate et graduée à un ennemi disposant de matériels lourds, ou pouvoir basculer d'une mission à l'autre sans délais. De même, l'aptitude des unités à appréhender rapidement les spécificités du théâtre et à s'y acclimater sont des éléments essentiels de la capacité des soldats français à maîtriser la violence pour rester crédibles et légitimes auprès des acteurs

locaux et de l'opinion française et internationale. Or, si l'engagement au Kosovo ainsi que la connaissance du continent africain à travers des projections comme troupes pré-positionnées ou lors d'opérations extérieures ont bien évidemment joué un rôle évident en matière de préparation, la compréhension de l'autre ne repose toutefois pas exclusivement sur l'expérience, son partage ou encore une sensibilité. Une culture de l'ouverture, sans arrogance, et des contacts locaux permettant d'obtenir des informations pertinentes et de s'adresser aux bons interlocuteurs sont autant si ce n'est plus importants dans la réussite de la mission en phase de normalisation.

[1] Créé par la résolution 1633 du 21 octobre 2005, il regroupe la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, plusieurs pays voisins de la Côte d'Ivoire et plusieurs organisations internationales dont l'ONU, l'Union africaine et l'Union européenne.

[2] Sans alliance politique, Gbagbo ne peut remporter l'élection, son ethnie étant minoritaire et son bilan catastrophique. Quant à Soro, il est Premier ministre du sud et bénéficie donc des revenus directs et indirects liés à cette fonction, tout en demeurant le chef réel de la zone septentrionale.

[3] Rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la Côte d'Ivoire, octobre 2009. En avril 2011, les experts renouvellent leurs inquiétudes sur le réarmement des camps Gbagbo et Ouattara. En outre, ils dénoncent l'absence de libre accès aux sites et installations militaires et recommandent à l'ONUCI de ne plus prévenir les protagonistes 48 heures à l'avance de leur arrivée (rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la Côte d'Ivoire, avril 2011 – à noter que ce rapport est terminé en septembre 2010 mais n'est rendu public que sept mois plus tard, vraisemblablement en raison des élections à venir).

[4] Le GTIA chargé de la mise en œuvre initiale des contrôles n'a cependant pas pu lutter contre le trafic d'armes, comme prévu initialement, son commandant estimant ne pas avoir suffisamment de moyens à sa disposition pour mener à bien cette mission.

[5] On parle alors d'OP2R (opération de présence et de recherche du renseignement).

[6] Général Yves Jacops, Retour d'expérience opération Licorne. Entretiens d'autorités. Été 2007-été 2008, CDEF, non daté. La notion d'OMI regroupe plusieurs actions différentes destinées à influencer sur l'environnement: les ACM, les relations publiques, la communication opérationnelle, la communication locale, les opérations d'information, les opérations militaires d'influence, l'aide médicale gratuite.

[7] À l'échelle du théâtre, la cohérence des OMI pâtit de deux limites: l'échelon central, au niveau opératif, tend à prendre des initiatives avec ses moyens spécialisés sans avertir le GTIA responsable dans sa zone d'action; la sélection et la formation des équipes tactiques d'opérations militaires et d'influence (ETOMI) sont insuffisantes, notamment dans les domaines de la psychologie et de la culture locale.

[8] Cette expression désigne les forces de sécurité.

[9] Général Yves Jacops, op. cit.

[10] Général Yves Jacops, op. cit.

[11] En Côte d'Ivoire, contrairement à la Bosnie entre 1992 et 1995, les règles d'engagement autorisent l'emploi de la force et permettent aux soldats français de rester crédibles auprès des acteurs locaux.

Antonin TISSERON est docteur en Histoire et chercheur associé au centre de recherche des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan et à l'Institut Thomas More. Il travaille sur l'emploi de la force armée et les questions internationales, en particulier sur le continent africain. Après un stage d'un an au CDEF en 2003-2004, il y exerce aujourd'hui des fonctions de chercheur au sein de la DREX, avec le grade de lieutenant de réserve. A ce titre, il rédige des études RETEX et participe à l'animation d'exercices.

Titre : le lieutenant (CR) Antoine TISSERON

Auteur(s) : le lieutenant (CR) Antoine TISSERON

Date de parution 01/06/2018
